



# LA NAVETTE

**Décembre 2010**

**Spécial Prévoyance**

**ACCORD PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE  
SUR LE CHAMP DE LA CONVENTION COLLECTIVE  
DE LA RÉGION PARISIENNE**

**L'UPSM-CFDT SIGNE UN AVENANT SUR  
LA PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE  
LE 30 NOVEMBRE 2010**

**(Il sera inséré à la convention collective de la région parisienne sous l'article 30 bis).**

**La CGT, FO et la CFTC ont également signé cet accord.**

Nous avons dès le mois de février 2010 écrit au GIM (*groupement des industries métallurgiques de la région parisienne*) pour exiger, entre autres, l'ouverture de négociations sur la prévoyance et demander l'établissement d'un calendrier de réunions. Nous avons aussi tout au long de cette négociation agi en intersyndicale avec la CGT région parisienne.

Le projet d'avenant prévoyance complémentaire proposé par la chambre patronale ne prévoyait que la garantie décès et une garantie invalidité 3<sup>ème</sup> catégorie. Sur la cotisation consacrée le patronat ne s'engageait à hauteur seulement que du Taux Garanti Annuel classé au coefficient 190.

**Cette négociation a donc duré 6 mois.** La CFDT dès le début a exigé un coefficient ne pouvant être inférieur au coefficient 215 de la CC de la région parisienne, nous avons également exigé que l'incapacité soit prise en compte, qu'une rente éducation soit proposée.

Nous avons eu gain de cause sur le coefficient 215, sur la rente éducation et après discussions nous avons abouti à ce qu'une liste indicative d'organismes de prévoyance soit annexée à l'avenant. 5 organismes ont été retenus (*voir l'annexe de l'accord*). Tout au long de la négociation ceux-ci ont fait des propositions de garanties qui ont évolué au cours des discussions permettant une meilleure couverture pour les salariés.

Ces organismes sont pour quatre d'entre eux des institutions de prévoyance et le cinquième une mutuelle. Le mécanisme de portabilité des garanties conforme à l'article 1 de l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2008 est prévu par les cinq propositions.

Nous avons également obtenu une cotisation patronale obligatoire de 0,30 % et une cotisation salariale recommandée de 0,20 % du TGA du mensuel classé au coefficient 215 (administratifs et techniciens).

**Cet avenant, intégré à la convention collective de la métallurgie parisienne, permettra à des milliers de salariés de petites et moyennes entreprises d'obtenir une couverture Prévoyance que nous revendiquons depuis longtemps !!!**

*Pour mémoire, la dernière tentative de négociations remonte à 2005.*

**À NOUS MAINTENANT DE FAIRE VIVRE CET ACCORD  
ET DE LE FAIRE CONNAÎTRE DANS NOS ÉQUIPES SYNDICALES !!!**

**CETTE NAVETTE EST CONSACRÉE À CET AVENANT. VOUS Y TROUVEREZ LE TEXTE DE CELUI-CI  
AINSI QUE LES PROPOSITIONS DE GARANTIES DES 5 ORGANISMES DE PRÉVOYANCE.  
IL RENTRERA EN APPLICATION LE 1<sup>er</sup> AVRIL 2011, SON EXTENSION SERA SOLLICITÉE.**

**LA NAVETTE** supplément au dernier numéro du CFDT Métaux Paris  
Directrice de publication : Marie-Hélène Tiné  
ISSN 0299.1721 - N°CPPAP 1011508035  
Imprimé au siège : 7-9 rue Euryale Dehaynin - 75019 Paris  
Mise en page et secrétaire de rédaction : Jocelyne Huthwohl

**Upsm**  
7/9 rue Euryale Dehaynin  
Téléphone : 01.53.38.48.48 - Télécopie :  
01.53.38.48.49  
Courriel : [upsm.cfdt@wanadoo.fr](mailto:upsm.cfdt@wanadoo.fr)

Avenant du 30 novembre 2010 à la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Région Parisienne du 16 juillet 1954 modifiée

Entre le Groupe des Industries Métallurgiques de la Région Parisienne, d'une part, et les organisations syndicales soussignées, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

Dans le prolongement des dispositions figurant à l'article 14 de l'accord national du 26 février 2003 sur la sécurité et la santé au travail dans la Métallurgie, les dispositions ci-après sont l'expression de la volonté commune des parties signataires, malgré le poids grandissant des contributions sociales, de faire bénéficier les salariés mensuels de garanties collectives leur permettant une protection effective en matière de risques tels que le décès.

Conscients de l'intérêt d'assurer une protection sociale complémentaire des salariés et de leur famille, le cas échéant, les parties signataires affirment la nécessité de responsabiliser tous les acteurs de l'entreprise en prévoyant une cotisation à la charge des salariés.

#### **Article 1 : Prévoyance complémentaire**

Après l'article 30 : «*Indemnisation pour maladie ou accident*» de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Région Parisienne du 16 juillet 1954 modifiée, il est inséré un article 30 bis : «*Prévoyance complémentaire*», rédigé comme suit :

#### **Article 30 bis - Prévoyance complémentaire**

##### **1-Garanties de prévoyance**

L'employeur met en place, en faveur des mensuels ayant plus d'un an d'ancienneté qui ne bénéficient pas de la cotisation prévue à l'article 7 de la Convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947, un régime de prévoyance comportant prioritairement une garantie décès.

Cette garantie décès peut inclure le versement d'un capital en cas de décès ou, en anticipation, en cas d'invalidité 3<sup>ème</sup> catégorie reconnue par la Sécurité sociale, et/ou le versement d'une rente éducation aux enfants à charge.

*[Signature]*  
*[Signature]*  
*[Signature]*

suite de l'avenant

## 2-Cotisations

L'employeur consacre à ce régime, pour chaque salarié visé ci-dessus, au minimum un taux de cotisation égal, pour une année complète de travail, à 0,30 % du montant du Taux garanti annuel du mensuel classé au coefficient 215 (Administratifs et techniciens). Cette cotisation est calculée sur la base du Taux garanti annuel en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée pour la durée légale du travail. Elle est réduite, prorata temporis, pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail, ainsi que pour ceux dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année.

Cette cotisation s'impute sur toute cotisation affectée par l'employeur à un régime de prévoyance quel qu'il soit, y compris un régime couvrant les frais de soins de santé, existant dans l'entreprise.

En outre, les parties signataires recommandent aux employeurs de consacrer, en plus de la cotisation visée ci-dessus, une cotisation à la charge exclusive du salarié, égale au minimum, pour une année complète de travail, à 0,20 % du montant du Taux garanti annuel du mensuel classé au coefficient 215 (Administratifs et techniciens) en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée pour la durée légale du travail. Elle est réduite, prorata temporis, pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail, ainsi que pour ceux dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année.

Lorsqu'elle est mise en œuvre, cette cotisation salariale est affectée aux garanties ci-dessus mentionnées et s'impute sur toute cotisation prise en charge par le salarié à un régime de prévoyance quel qu'il soit, y compris un régime couvrant les frais de soins de santé, existant dans l'entreprise.

## 3-Choix de l'organisme prestataire

Pour mettre en place le régime de prévoyance décrit ci-dessus, les parties signataires recommandent, sans que cela présente un caractère obligatoire, de choisir l'un des organismes listés en annexe V au présent avenant.

## 4-Modalités de suivi

Les parties conviennent de se rencontrer annuellement afin d'examiner la mise en œuvre des dispositions du présent article.

*M*  
*MAN* *DP* *SM*  
*DTT*

suite de l'avenant



**Article 2 : Durée de l'avenant**

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

**Article 3 : Notification et dépôt**

Le présent avenant sera notifié à chaque organisation syndicale représentative dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du Travail et déposé au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé ainsi qu'au secrétariat-greffe des Conseils de Prud'hommes de Paris et de Nanterre dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du Travail.

Son extension sera sollicitée en application des articles L. 2261-24 et suivants du code du Travail.

**Article 4 : Date d'entrée en vigueur**

Le présent avenant entre en application à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011.

Fait à Neuilly sur Seine, le 30 novembre 2010

GRUPE DES INDUSTRIES METALLURGIQUES DE LA REGION PARISIENNE

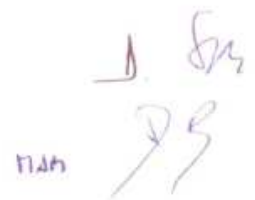
D. Dauvin



UNION PARISIENNE DES SYNDICATS DE LA METALLURGIE U.P.S.M. – C.F.D.T.



le 30/11/2010  
Marie Hélène Tine



J. B.  
nsh

[suite de l'avenant](#)

FEDERATION DES SYNDICATS C.F.T.C. DE LA METALLURGIE DE L'ILE DE FRANCE

M.A. MARCANTONI

UNION DES SYNDICATS F.O. DE LA METALLURGIE DE LA REGION PARISIENNE

UNION SYNDICALE DES TRAVAILLEURS DE LA METALLURGIE DE LA REGION PARISIENNE C.G.T.

SMIDEF – SYNDICAT METALLURGIE IDF CFE-CGC

Fait à Nanterre le 30.11.10

Stéphane MARSAUD

annexe à l'avenant

ANNEXE V  
LISTE INDICATIVE D'ORGANISMES DE PREVOYANCE

- Institutions de prévoyance :

IONIS

50 route de la Reine - BP 85 - 92105 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

Tel : 01 46 84 36 36

MALAKOFF MEDERIC

21 rue Laffitte – 75009 PARIS

Tel : 01 30 44 40 40

NOVALIS TAITBOUT

6 rue Bouchardon – 75495 PARIS CEDEX 10

Tel : 09 69 39 60 60

REUNICA

154 rue Anatole France, 92599 LEVALLOIS PERRET CEDEX

Tel : 01 71 72 53 20

- Organisme mutualiste :

PREVADIES HARMONIE MUTUELLES

143 rue Blomet – 75015 PARIS

Tel : 01 42 66 99 66

MAN  
JP  
MB



18 novembre 2010

## Prévoyance complémentaire dans la Métallurgie de la Région Parisienne : Synthèse des propositions reçues

Prévoyance complémentaire dans la Métallurgie de la Région Parisienne :  
Synthèse des propositions reçues

5 réponses d'organismes assureurs



4 institutions de  
prévoyance



Ionis  
Malakoff Médéric  
Novalis Taitbout  
Réunica



1 organisme  
mutualiste



Prévadiès  
(Harmonie Mutuelles)



Prévoyance complémentaire dans la Métallurgie de la Région Parisienne :  
Synthèse des propositions reçues

Une assiette de cotisation identique



Montant du Taux Garanti Annuel du  
mensuel classé au coefficient 215  
(Administratifs et techniciens) en vigueur  
au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée pour  
la durée légale du travail

Prévoyance complémentaire dans la Métallurgie de la Région Parisienne :  
Synthèse des propositions reçues

Une cotisation  
patronale obligatoire  
identique



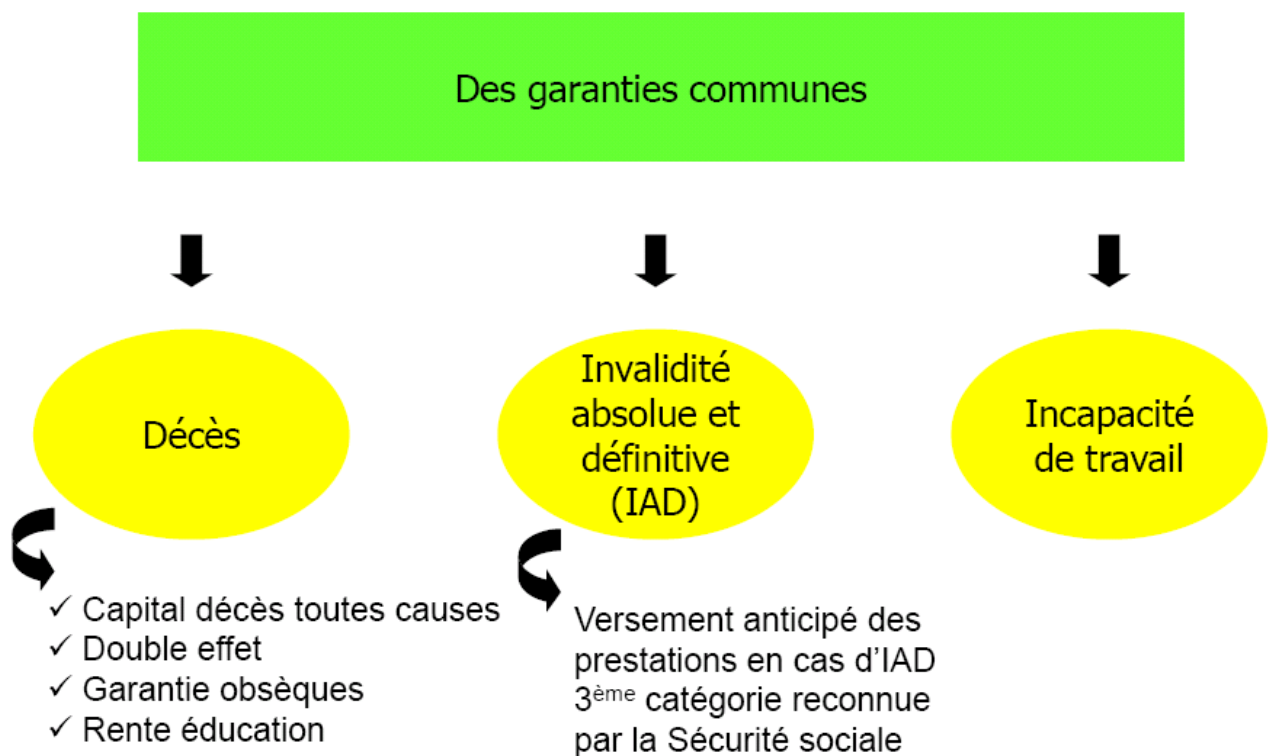
0,30 % du TGA du mensuel  
classé au coefficient 215  
(Administratifs et techniciens)

Une cotisation  
salariale  
recommandée



0,20 % du TGA du mensuel  
classé au coefficient 215  
(Administratifs et techniciens)

Prévoyance complémentaire dans la Métallurgie de la Région Parisienne :  
Synthèse des propositions reçues



Prévoyance complémentaire dans la Métallurgie de la Région Parisienne :  
Synthèse des propositions reçues

Les 5 propositions prévoient un mécanisme  
de portabilité des garanties de prévoyance  
conforme à l'article 14 de l'ANI du  
11 janvier 2008

Tableau comparatif des garanties avec une cotisation OBLIGATOIRE

Organisme	IONIS	MALAKOFF MEDERIC	NOVALIS TAITBOUT	PREVADIES HARMONIE MUTUELLES (1)	REUNICA
<b>Cotisation obligatoire</b>	0,30 % (2)	0,30 % (3)	0,30 % (2) (4)	0,30 % (2)	0,30 % (2)
<b>Garanties</b>	<b>Décès-IAD :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Capital décès : 100 % du salaire de référence (majoration de 25 % si aucun enfant à charge)</li> <li>Double effet : 100 % du capital de base</li> <li>Frais d'obsèques : 100 % du PMSS</li> <li>Rente éducation : jusqu'à 18 ou 26 ans en cas de poursuite d'études ou événements assimilés (ex : apprentissage)</li> <li>Viagère si l'enfant est reconnu invalide avant le 21<sup>ème</sup> anniversaire</li> <li>Egale à 6 % du salaire de référence</li> <li>Invalidité absolue et définitive : <ul style="list-style-type: none"> <li>Versement par anticipation du capital décès et de la rente éducation en cas d'incapacité permanente ou d'invalidité 3<sup>ème</sup> catégorie au titre d'un AT/MP au taux de 100 % avec obligation de recourir à l'assistance d'une tierce personne</li> </ul> </li> </ul>	<b>2 options de couverture décès :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Décès toutes causes : 125 % ou 95 % du TGA d'un salarié classé au coefficient 215 (21.307,50 € ou 16.193,70 € en 2010)</li> <li>Double effet : 100 % du capital décès toutes causes</li> <li>Frais d'obsèques : 100 % ou 50 % du PMSS</li> <li>Rente éducation (pour chaque enfant à charge jusqu'à 18 ou 26 ans si poursuite d'études, doublée pour les orphelins de père et de mère) : 0 ou 5 % du TGA coefficient 215 (852,30 € en 2010)</li> </ul> <p>Dans les 2 cas, versement par anticipation du capital décès en cas d'invalidité 3<sup>ème</sup> catégorie reconnue par la Sécurité sociale</p>	<b>Régimes de base : (2 formules)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Décès toutes causes/IAD 3<sup>ème</sup> catégorie : <ul style="list-style-type: none"> <li>Sans enfant à charge : 100 % ou 80 % du salaire de réf.</li> <li>Avec 1 enfant à charge : 100 % ou 110 % du salaire de référence</li> <li>Par enfant à charge sup. : 0 ou + 30 % du salaire de réf.</li> </ul> </li> <li>Double effet : 100 % du capital décès toutes causes</li> <li>Allocation obsèques (conjoint, enfant) : 150 % du PMSS</li> <li>Rente d'éducation (pour chaque enfant à charge jusqu'à 18 ou 26 ans si poursuite d'études, doublée pour les orphelins de père et de mère) : 5 % ou 6 % du salaire de référence</li> </ul>	<b>Proposition 1 : Décès ou IAD 3<sup>ème</sup> catégorie du salarié</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Capital décès : <ul style="list-style-type: none"> <li>Sans enfant à charge : 170 % du salaire de référence</li> <li>Avec enfant à charge : 240 % du salaire de référence</li> </ul> </li> <li>Majoration par enfant à charge supplémentaire : 70 % du salaire de référence</li> <li>Frais d'obsèques (assuré, conjoint, enfant) : 100 % PMSS</li> </ul> <b>Proposition 2 : Décès ou IAD 3<sup>ème</sup> catégorie du salarié</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Capital décès : 110 % du salaire de référence</li> <li>Double effet : 100 % du capital décès</li> <li>Décès ou IAD par accident : + 100 % du capital décès</li> <li>Frais d'obsèques (assuré, conjoint, enfant) : 100 % PMSS</li> <li>Rente éducation, par enfant à charge : <ul style="list-style-type: none"> <li>0-17 ans : 7,5 % du salaire de réf.</li> <li>18-26 ans (si poursuite d'études) : 7,5 % du salaire de référence (Rente doublée si enfant orphelin de père et de mère)</li> </ul> </li> </ul>	<b>2 options de couverture décès/IAD 3<sup>ème</sup> catégorie :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Décès toutes causes/IAD 3<sup>ème</sup> catégorie : <ul style="list-style-type: none"> <li>Assuré sans enfant à charge : 120 % du salaire de référence</li> <li>Assuré avec enfant à charge : 200 % ou 60 % de ce salaire</li> <li>Majoration par enfant sup. à charge : 0 ou 20 % du salaire de référence (25 % si l'enfant est handicapé)</li> </ul> </li> <li>Double effet : 100 % du capital décès toutes causes</li> <li>Frais d'obsèques : <ul style="list-style-type: none"> <li>Assuré : 105 % du PMSS</li> <li>Conjoint/enfant : 50 % du PMSS</li> </ul> </li> <li>Rente éducation : <ul style="list-style-type: none"> <li>Par enfant à charge (jusqu'au 18<sup>ème</sup> anniversaire/26<sup>ème</sup> si études) : 0 ou 5 % du salaire de référence (6 % si l'enfant est handicapé)</li> </ul> </li> </ul>

(1) Produit d'appel pour les entreprises jusqu'à 100 salariés ; étude au cas par cas au-delà de ce seuil d'effectif - Engagement de maintien des taux pendant 2 ans

(2) Taux n'intégrant pas la reprise du passif (prise en charge des salariés en arrêt de travail à la date d'adhésion)

(3) En cas de recommandation, engagement de maintien des taux pendant 2 ans et reprise gratuite des encours pour toute adhésion d'entreprise dans les 3 mois suivant la date d'effet de l'accord

(4) En cas de recommandation, engagement de maintien des taux pendant 3 ans



Tableau comparatif des garanties avec une cotisation OBLIGATOIRE

Organisme	IONIS	MALAKOFF MEDERIC	NOVALIS TAITBOUT	PREVADIES HARMONIE MUTUELLES (1)	REUNICA
<b>Cotisation obligatoire</b>	0,30 %	0,30 % (3)	0,30 % (2) (4)	0,30 % (2)	0,30 % (2)
<b>Garanties</b>	<b>Décès-IAD :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Capital décès : 100 % du salaire de référence (majoration de 25 % si aucun enfant à charge)</li> <li>Double effet : 100 % du capital de base</li> <li>Frais d'obsèques : 100 % du PMSS</li> <li>Rente éducation : <ul style="list-style-type: none"> <li>Par enfant à charge jusqu'à 18 ou 26 ans en cas de poursuite d'études ou événements assimilés (ex : apprentissage)</li> <li>Viagère si l'enfant est reconnu invalide avant le 21<sup>ème</sup> anniversaire</li> <li>Egale à 6 % du salaire de référence</li> </ul> </li> <li>Invalidité absolue et définitive : <ul style="list-style-type: none"> <li>Versement par anticipation du capital décès et de la rente éducation en cas d'invalidité 3<sup>ème</sup> catégorie ou d'incapacité permanente au titre d'un AT/MP au taux de 100 % avec obligation de recourir à l'assistance d'une tierce personne</li> </ul> </li> </ul>	<b>2 options de couverture décès :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Décès toutes causes : 125 % ou 95 % du TGA d'un salarié classé au coefficient 215 (21.307,50 € ou 16.193,70 € en 2010)</li> <li>Double effet : 100 % du capital décès toutes causes</li> <li>Frais d'obsèques : 100 % ou 50 % du PMSS</li> <li>Rente éducation (pour chaque enfant à charge jusqu'à 18 ou 26 ans si poursuite d'études, doublée pour les orphelins de père et de mère) : 0 ou 5 % du TGA coefficient 215 (852,30 € en 2010)</li> </ul> <p>Dans les 2 cas, versement par anticipation du capital décès en cas d'invalidité 3<sup>ème</sup> catégorie reconnue par la Sécurité sociale</p>	<b>Régimes de base : (2 formules)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Décès toutes causes/IAD 3<sup>ème</sup> catégorie : <ul style="list-style-type: none"> <li>Sans enfant à charge : 100 % ou 80 % du salaire de réf.</li> <li>Avec 1 enfant à charge : 100 % ou 110 % du salaire de référence</li> <li>Par enfant à charge sup. : 0 ou + 30 % du salaire de réf.</li> </ul> </li> <li>Double effet : 100 % du capital décès toutes causes</li> <li>Allocation obsèques (conjoint, enfant) : 150 % du PMSS</li> <li>Rente d'éducation (pour chaque enfant à charge jusqu'à 18 ou 26 ans si poursuite d'études, doublée pour les orphelins de père et de mère) : 5 % ou 6 % du salaire de référence</li> </ul>	<b>Proposition 3 : Décès ou IAD 3<sup>ème</sup> catégorie du salarié selon 2 options de couverture</b> <p><b>Option 1 : Capital décès</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Capital décès : 130 % du salaire de référence</li> <li>Double effet : 100 % du capital décès</li> <li>Décès ou IAD par accident : + 100 % du capital décès</li> <li>Frais d'obsèques (assuré, conjoint, enfant) : 100 % PMSS</li> </ul> <p><b>Option 2 : capital décès + rente éducation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Capital décès : 80 % du salaire de référence</li> <li>Double effet : 100 % du capital décès</li> <li>Décès ou IAD par accident : + 100 % du capital décès</li> <li>Frais d'obsèques (assuré, conjoint, enfant) : 100 % PMSS</li> <li>Rente éducation, par enfant à charge : <ul style="list-style-type: none"> <li>0-17 ans : 7,5 % du salaire de réf.</li> <li>18-26 ans (si poursuite d'études) : 7,5 % du salaire de réf.</li> </ul> </li> <li>(Rente doublée si enfant orphelin de père et de mère)</li> </ul>	<b>2 options de couverture décès/IAD 3<sup>ème</sup> catégorie :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Décès toutes causes/IAD 3<sup>ème</sup> catégorie : <ul style="list-style-type: none"> <li>Assuré sans enfant à charge : 120 % du salaire de référence</li> <li>Assuré avec enfant à charge : 200 % ou 60 % de ce salaire</li> <li>Majoration par enfant sup. à charge : 0 ou 20 % du salaire de référence (25 % si l'enfant est handicapé)</li> </ul> </li> <li>Double effet : 100 % du capital décès toutes causes</li> <li>Frais d'obsèques : <ul style="list-style-type: none"> <li>Assuré : 105 % du PMSS</li> <li>Conjoint/enfant : 50 % du PMSS</li> </ul> </li> <li>Rente éducation : <ul style="list-style-type: none"> <li>Par enfant à charge (jusqu'au 18<sup>ème</sup> anniversaire/26<sup>ème</sup> si études) : 0 ou 5 % du salaire de référence (6 % si l'enfant est handicapé)</li> </ul> </li> </ul>

(1) Produit d'appel pour les entreprises jusqu'à 100 salariés ; étude au cas par cas au-delà de ce seuil d'effectif - Engagement de maintien des taux pendant 2 ans

(2) Taux n'intégrant pas la reprise du passif (prise en charge des salariés en arrêt de travail à la date d'adhésion)

(3) En cas de recommandation, engagement de maintien des taux pendant 2 ans et reprise gratuite des encours pour toute adhésion d'entreprise dans les 3 mois suivant la date d'effet de l'accord

(4) En cas de recommandation, engagement de maintien des taux pendant 3 ans

Tableau comparatif des garanties avec une cotisation OBLIGATOIRE

Organisme	IONIS	MALAKOFF MEDERIC	NOVALIS TAITBOUT	PREVADIES HARMONIE MUTUELLES (1)	REUNICA
<b>Cotisation obligatoire</b>	0,30 % (2)	0,30 % (3)	0,30 % (2) (4)	0,50 % (2)	0,30 % (2)
<b>Garanties</b>	<b>Décès-IAD :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Capital décès : 100 % du salaire de référence (majoration de 25 % si aucun enfant à charge)</li> <li>Double effet : 100 % du capital de base</li> <li>Frais d'obsèques : 100 % du PMSS</li> <li>Rente éducation : <ul style="list-style-type: none"> <li>Par enfant à charge jusqu'à 18 ou 26 ans en cas de poursuites d'études ou événements assimilés (ex : apprentissage)</li> <li>Viagère si l'enfant est reconnu invalide avant le 21<sup>ème</sup> anniversaire</li> <li>Egale à 6 % du salaire de référence</li> </ul> </li> <li>Invalidité absolue et définitive : <ul style="list-style-type: none"> <li>Versement par anticipation du capital décès et de la rente éducation en cas d'invalidité 3<sup>ème</sup> catégorie ou d'incapacité permanente au titre d'un AT/MP au taux de 100 % avec obligation de recourir à l'assistance d'une tierce personne</li> </ul> </li> </ul>	<b>2 options de couverture décès :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Décès toutes causes : 125 % ou 95 % du TGA d'un salarié classé au coefficient 215 (21.307,50 € ou 16.193,70 € en 2010)</li> <li>Double effet : 100 % du capital décès toutes causes</li> <li>Frais d'obsèques : 100 % ou 50 % du PMSS</li> <li>Rente éducation (pour chaque enfant à charge jusqu'à 18 ou 26 ans si poursuites d'études, doublée pour les orphelins de père et de mère) : 0 ou 5 % du TGA coefficient 215 (852,30 € en 2010)</li> </ul> <p>Dans les 2 cas, versement par anticipation du capital décès en cas d'invalidité 3<sup>ème</sup> catégorie reconnue par la Sécurité sociale</p>	<b>Régimes de base : (2 formules)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Décès toutes causes/IAD 3<sup>ème</sup> catégorie : <ul style="list-style-type: none"> <li>Sans enfant à charge : 100 % ou 80 % du salaire de réf.</li> <li>Avec 1 enfant à charge : 100 % ou 110 % du salaire de référence</li> <li>Par enfant à charge sup. : 0 ou + 30 % du salaire de réf.</li> </ul> </li> <li>Double effet : 100 % du capital décès toutes causes</li> <li>Allocation obsèques (conjoint, enfant) : 150 % du PMSS</li> <li>Rente d'éducation (pour chaque enfant à charge jusqu'à 18 ou 26 ans si poursuite d'études, doublée pour les orphelins de père et de mère) : 5 % ou 6 % du salaire de référence</li> </ul>	<b>Proposition 4 :</b> <b>Décès ou IAD 3<sup>ème</sup> catégorie du salarié :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Capital décès : 85 % du salaire de référence</li> <li>Double effet : 100 % du capital décès</li> <li>Décès ou IAD par accident : + 100 % du capital décès</li> </ul> <b>Incapacité de travail :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Indemnisation sous déduction des DSS</li> <li>En relais de la convention - 80 % du salaire de référence jusqu'au 1095<sup>ème</sup> jour d'arrêt de travail au plus tard</li> </ul> <b>Invalidité (hors IPP) :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Indemnisation sous déduction des prestations de la Sécurité sociale</li> <li>Invalidité 1<sup>ère</sup> catégorie : 48 % du salaire brut de référence</li> <li>Invalidité 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégories : 80 % du salaire brut de référence</li> </ul>	<b>2 options de couverture décès/IAD 3<sup>ème</sup> catégorie :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Décès toutes causes/IAD 3<sup>ème</sup> catégorie : <ul style="list-style-type: none"> <li>Assuré sans enfant à charge : 120 % du salaire de référence</li> <li>Assuré avec enfant à charge : 200 % ou 60 % de ce salaire</li> <li>Majoration par enfant sup. à charge : 0 ou 20 % du salaire de référence (25 % si l'enfant est handicapé)</li> </ul> </li> <li>Double effet : 100 % du capital décès toutes causes</li> <li>Frais d'obsèques : <ul style="list-style-type: none"> <li>Assuré : 105 % du PMSS</li> <li>Conjoint/enfant : 50 % du PMSS</li> </ul> </li> <li>Rente éducation : <ul style="list-style-type: none"> <li>Par enfant à charge (jusqu'au 18<sup>ème</sup> anniversaire/26<sup>ème</sup> si études) : 0 ou 5 % du salaire de référence (6 % si l'enfant est handicapé)</li> </ul> </li> </ul>

(1) Produit d'appel pour les entreprises jusqu'à 100 salariés ; étude au cas par cas au-delà de ce seuil d'effectif - Engagement de maintien des taux pendant 2 ans

(2) Taux n'intégrant pas la reprise du passif (prise en charge des salariés en arrêt de travail à la date d'adhésion)

(3) En cas de recommandation, engagement de maintien des taux pendant 2 ans et reprise gratuite des encours pour toute adhésion d'entreprise dans les 3 mois suivant la date d'effet de l'accord

(4) En cas de recommandation, engagement de maintien des taux pendant 3 ans



Tableau comparatif des garanties avec une cotisation SUPPLEMENTAIRE

Organisme	IONIS	MALAKOFF MEDERIC	NOVALIS TAITBOUT	PREVADIES HARMONIE MUTUELLES (1)	REUNICA
<b>Cotisation en sus</b>	0,20 % (2)	0,20 % (3)	0,20 % (2) (4)	0,20 % (2)	0,20 % (2)
<b>Garanties</b>	<b>Incapacité temporaire de travail :</b> - En relai des obligations de maintien de salaire de l'employeur à 75 % - Sous déduction des DSS - 70 % du salaire de réf.	<b>Incapacité de travail :</b> - En cas d'arrêt de travail d'origine privée ou d'origine professionnelle (AT, accident de trajet, MP) - Mensuels > 1 an d'ancienneté : En relai des obligations conventionnelles - Mensuels < 1 an d'ancienneté : Avec une franchise de 90 jours - 65 % du salaire de référence jusqu'au 1095 <sup>ème</sup> jour d'arrêt - Si la cotisation est en pourcentage du salaire brut, la prestation peut elle aussi être exprimée en pourcentage du salaire brut	<b>Régime amélioré 1 : (Décès renforcé)</b> • Décès toutes causes/IAD 3 <sup>ème</sup> catégorie : - Sans enfant à charge : 205% ou 185 % du salaire de réf. - Avec 1 enfant à charge : 205% ou 215 % du salaire de réf. - Par enfant à charge sup. : 0 ou + 30 % du salaire de référence • Double effet : 100 % du capital décès toutes causes • Allocation obsèques (conjoint, enfant) : 100 % du PMSS • Rente d'éducation (pour chaque enfant à charge jusqu'à 18 ou 26 ans si poursuite d'études, doublée pour les orphelins de père et de mère) : 5 % ou 6 % du salaire de réf.	<b>Décès ou IAD 3<sup>ème</sup> catégorie du salarié :</b> • Capital décès : 110 % du salaire de référence • Double effet : 100 % du capital décès • Décès ou IAD par accident : + 100 % du capital décès  <b>Incapacité-Invalidité (Option 1):</b> • Incapacité de travail : - Sous déduction des DSS - Après 150 jours continus d'arrêt - 70 % du salaire brut de référence jusqu'au 1095 <sup>ème</sup> jour d'arrêt • Invalidité (hors IPP) : - Sous déduction des prestations de la Sécurité sociale - Invalidité 1 <sup>ère</sup> catégorie : 42 % du salaire brut de référence - Invalidité 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> catégories : 70 % du salaire brut de référence  <b>Incapacité-Invalidité (Option 2):</b> • Incapacité de travail : - Sous déduction des DSS - En relai de la convention - 70 % du salaire brut de référence jusqu'au 1095 <sup>ème</sup> jour d'arrêt • Invalidité (hors IPP) : - Sous déduction des prestations de la Sécurité sociale - Invalidité 1 <sup>ère</sup> catégorie : 39 % du salaire brut de référence - Invalidité 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> catégories : 65 % du salaire brut de référence	<b>Incapacité temporaire de travail :</b> - Limitée au salaire net - Mensuels > 1 an d'ancienneté : En relai des obligations conventionnelles - Mensuels < 1 an d'ancienneté : Avec franchise de 90 jours - 8 % du salaire de référence (12 % si le salarié a 1 enfant handicapé) - En complément des DSS  <b>Incapacité-Incapacité permanente :</b> - Limitée au salaire net - Invalidité 2 <sup>ème</sup> ou 3 <sup>ème</sup> catégories : 8 % du salaire de référence (12 % si l'enfant est handicapé) - Invalidité 1 <sup>ère</sup> catégorie : 60 % de la prestation 2 <sup>ème</sup> catégorie

(1) Produit d'appel pour les entreprises jusqu'à 100 salariés ; étendue au cas par cas au-delà de ce seuil d'effectif - Engagement de maintien des taux pendant 2 ans

(2) Taux n'intégrant pas la reprise du passif (prise en charge des salariés en arrêt de travail à la date d'adhésion)

(3) En cas de recommandation, engagement de maintien des taux pendant 2 ans et reprise gratuite des encours pour toute adhésion d'entreprise dans les 3 mois suivant la date d'effet de l'accord

(4) En cas de recommandation, engagement de maintien des taux pendant 3 ans